

La diversité des formes d'emploi

Bernard Gazier

Claude Picart

Claude Minni

Présentation pour la Commission entreprises du CNIS

28 septembre 2016

Mesurer la diversité des formes d'emploi : quatre enjeux principaux

- Montée de la précarité : quelle ampleur, quelles modalités, quelles difficultés économiques et sociales ?
- Situations de multi-activité et multi-employeurs : diversification des appuis ou approfondissement des inégalités ? Cf. les services à la personne
- Adaptation des politiques publiques : que tolérer et que promouvoir ? Cf. Uber et les plateformes
- Financement de la protection sociale : comment asseoir et contrôler les prélèvements et l'acquisition de droits ?

Le mandat du groupe de travail

- « Diversité des formes d'emploi » : prendre en compte non seulement les pratiques émergentes mais aussi les transformations de l'ensemble du champ du travail rémunéré
- Clarifier la définition d'une forme d'emploi
- Examiner le dispositif français sous deux angles : les sources, leur pertinence, leur articulation, leur compatibilité; la cohérence d'ensemble du découpage explicite ou implicite de l'emploi en formes différentes
- Prendre en compte les évolutions et les travaux internationaux et étrangers

Un champ énorme ! Certains points ont été plus approfondis que d'autres

Composition et activité du groupe de travail

- Statisticiens en provenance des diverses administrations gérant et traitant les sources
- Experts en provenance des administrations dans le champ du travail et du social
- Chercheurs dans le champ de l'emploi : Juristes, sociologues, économistes, gestionnaires
- Représentants des partenaires sociaux et de la société civile
- 12 réunions de février 2015 à janvier 2016
- Audition d'experts français, y c. sur des travaux et évolutions en cours, et aussi d'experts issus d'organisations internationales : BIT, OCDE
- Pragmatisme : examiner d'abord l'ensemble des sources existantes
- Mais ensuite, recherche d'une vision mieux articulée des diverses formes d'emploi

Méthode

- **Prendre du recul sur les catégorisations statistiques de l'emploi** et leur usage.
- **Revisiter la relation de travail** : nouvelles formes de subordination et multiplication des tiers
- **S'intéresser aux trajectoires et à l'autonomie** des personnes
- Repérer les **émergences** en tentant d'en identifier la (les) logiques de déploiement
- **Dépasser le constat d'un contrat ou d'un statut** pour enrichir le débat avec des mesures permettant d'apprécier ce qui est souhaitable / tolérable / inacceptable
- Distinguer **formes** et **modalités** d'emploi
- Rechercher **une vision d'ensemble** cohérente et consolidée
- Prendre en compte une **réforme en cours** : la Déclaration Sociale Nominative
- Présenter des préconisations à **différents horizons temporels**

Formes et modalités d'emploi

- **Forme d'emploi** : ensemble des caractéristiques permettant de définir, repérer, normer et éventuellement interrompre une relation de travail rémunérée; contrat, statut, obligations fiscales et sociales... cf. les « indépendants économiquement dépendants »
- **Modalités d'emploi** : qualifie l'exercice de l'emploi, cf. horaires et temps partiel, lieu de travail.

Plan du rapport

- **Partie II : Examen par sources**
- **Parties III à V : Les apports d'une cartographie des formes d'emploi en 4 dimensions**
- **Partie VI : renouveler la batterie d'indicateurs**
- **Récapitulatif des propositions**
- **Annexes :**
 - Mandat du groupe de travail
 - Fiches descriptives des sources statistiques existantes
 - Une analyse juridique : contribution de J.Y. Kerbourc'h

Les principales sources statistiques actuelles sur les formes d'emploi

Sources statistiques

- **Des sources nombreuses** : richesse de l'information, problèmes de cohérence
- Des sources **généralistes** permettant d'appréhender le stock d'emploi et les flux : enquête Emploi, DADS, base non salarié, DPAE, EMMO-DMMO
- Des sources **spécifiques** à une forme d'emploi : intérim, contrats aidés, détachement de travailleurs, stages,...
- Des sources pour **l'étude des trajectoires** : panel DADS, échantillon démographique permanent, appariement FH-DADS, enquêtes Génération

Une réforme majeure en cours : la déclaration sociale nominative (DSN)

DSN : présentation

- Déclaration des employeurs dématérialisée mise en œuvre progressivement sur la période 2013-2017 : objectif de simplification des démarches administratives ; remplace plus de 30 déclarations, dont DADS, BRC, EMMO-DMMO et RMM ; couvre l'ensemble du champ salarié à l'exception des entreprises de moins de 20 salariés utilisant le TESE (formulaire simplifié) ; une déclaration mensuelle et des déclarations événementielles (arrêt de travail par exemple) ; intégration des 3 fonctions publiques prévue à l'horizon 2020
- La déclaration mensuelle constitue la dernière opération de la paie et contient une partie agrégée (informations relatives au recouvrement des cotisations sociales) et une partie individuelle (informations sur chaque salarié sous contrat)
- Caractéristiques individuelles : sexe, âge, date et lieu de naissance, NIR, PCS, facteurs d'exposition à la pénibilité
- Des données détaillées sur les formes d'emploi : nature du contrat de travail, dispositif de politique de l'emploi, motif de recours aux CDD et à l'intérim, motif de contrat, lieu de travail, convention collective

DSN : points de vigilance, propositions

- **Points de vigilance :**

Comparabilité des variables du Tese avec celles de la DSN

Exhaustivité des contrats courts et notamment pas de regroupement de tous les contrats effectués par un même salarié au cours du mois

Déclaration de l'établissement utilisateur et de l'APE pour les missions d'intérim

Stabilité des identifiants du contrat de travail d'un mois sur l'autre

Qualité du référentiel des établissements

- **Propositions :**

Ventiler les effectifs annuels et les flux de main d'œuvre par nature de contrat de travail détaillé

Ventiler les flux de main d'œuvre sur les CDD par durée de contrat et motif de recours

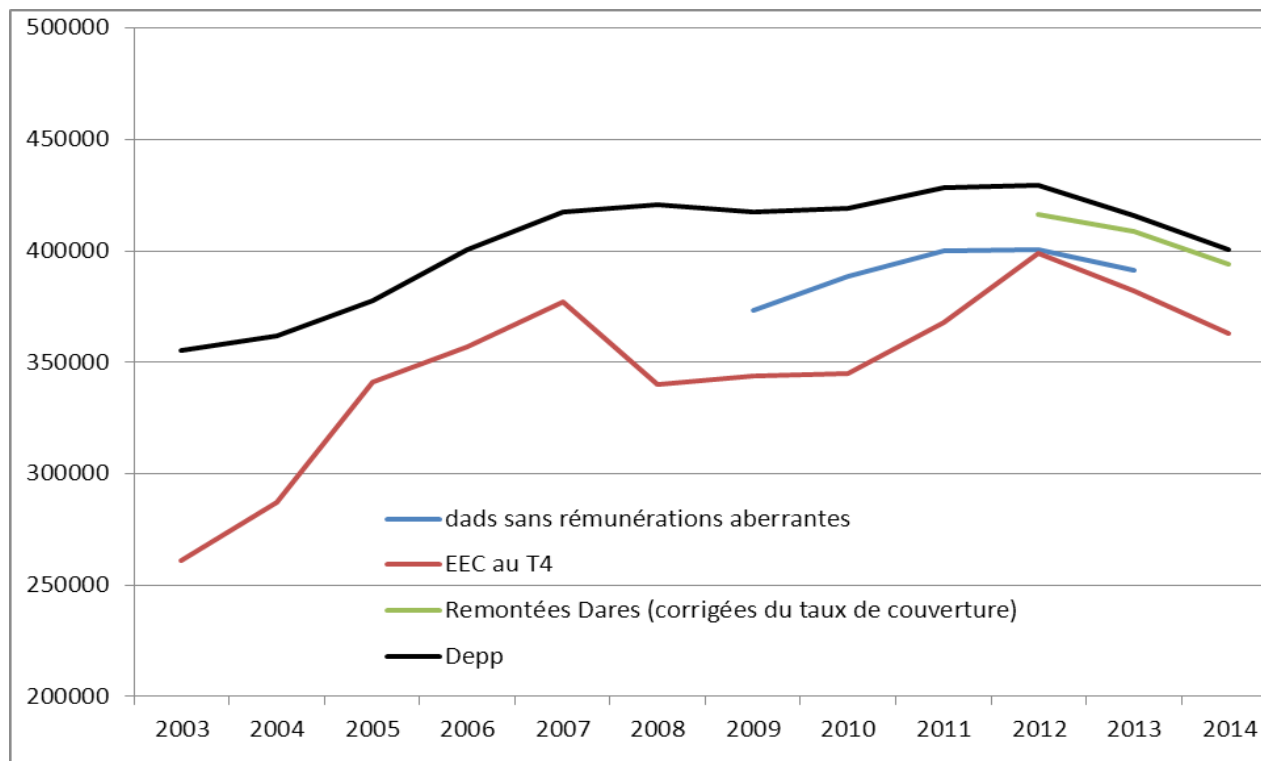
Quantifier le nombre de salariés dont le lieu de travail diffère de celui de l'employeur

Expertiser la possibilité de repérer les missions d'intérim de moins d'un jour

Un exemple de comparaison de sources : le stock d'apprentis

Stock d'apprentis : enquête Emploi, DADS, chiffres de la Depp et remontées Dares

- Niveau sensiblement différent entre les sources, mais de moindre divergences ces dernières années (maximum de 10% de 2012 à 2014)
- Evolutions assez parallèles depuis 2003, sauf pour l'enquête Emploi particulièrement de 2007 à 2008 et de 2010 à 2012 (aléa de sondage ???)



**Le détachement de travailleurs:
une forme d'emploi difficile à
mesurer**

- Le repérage statistique ne peut pas se faire par les sources statistiques habituelles
- En 2016, un système de déclaration dématérialisé sera généralisé
- Publication annuelle depuis 2005 avec un délai d'environ un an. Le nombre de travailleurs détachés y apparaît en forte croissance (de 25000 à 220000 par an en 2013)
- Cette croissance semble sur estimée :
 - de 2005 à 2011 certains départements ne remontaient pas l'information sans que cela ne soit redressé
 - le travail détaché est souvent non déclaré (travail illégal) et la sous déclaration serait en baisse
 - les statistiques établies au niveau européen à partir d'une autre source statistique montrent une faible croissance du nombre de travailleurs détachés en France entre 2007 et 2013

Propositions

- Conserver l'ancien système de remontée statistique en 2016 à titre de comparaison
- Réduire les délais de diffusion une fois le nouveau système opérationnel
- Examiner la possibilité de faire des statistiques de stocks
- Comparer les résultats issus du nouveau mode de déclaration à ceux de la source européenne
- Réaliser une étude spécifique sur le détachement par le GT CNIS sur le travail illégal

**Le CDD d'usage : repérable
précisément à partir de 2014**

- Les activités concernées par le CDDU sont déterminées par décret ou par convention ou accord collectif de travail étendu. Le décret se réfère à une liste de secteurs sans correspondance avec les codes NAF ni métiers associés
- Jusqu'en 2013, la mesure statistique était approximative : rapprochement avec la nomenclature des secteurs d'activité ou des métiers (estimations Acoss, Dares, Insee)
- Suite à la majoration différenciée pour les CDDU des cotisations patronales d'assurance chômage sur les CDD courts, les CDDU sont repérables dans les DADS 2014 et cela a été exploité dans la cadre d'une mission IGAS
- Propositions :
 - Distinguer systématiquement les CDDU des autres CDD dans les statistiques source DADS à partir de 2014, puis à partir de la DSN dans le futur
 - A partir de l'appariement FH-DADS en cours : analyser le lien entre CDDU, chômage et précarité ; mesurer l'impact du CDDU sur l'assurance chômage
 - Rétablir dans l'enquête Emploi la durée des CDD en jours

**Les stages : une connaissance
lacunaire**

- Enquête Emploi : repérage des stagiaires modifié en 2013 avec pour conséquence une rupture de série très importante sur le nombre de stagiaires rémunérés dans la fonction publique (105000 en 2014 contre 15000 en 2012)
- DADS : repérage par la variable « Type d'emploi »
- Etudiants du supérieur stagiaires au cours de l'année (Depp) : évaluation pour les étudiants des universités publiques (hors formation d'enseignants, IEP, universités technologiques)
- Proposition : réunir les acteurs concernés pour mettre en place un dispositif fiable permettant de connaître en stock le nombre d'emplois occupés par des stagiaires

Éléments de cartographie des formes d'emploi et propositions transversales

Classement des formes d'emploi : quelques approches « courantes »

	BIT Atypique	OCDE Non régulier	OCDE Non standard
Temporaire (CDD + intérim)	X	X	X
Temps partiel	X		X
Indépendants écon. dépendants	X	X	
Indépendants non employeurs			X

- Extension problématique à l'ensemble du champ d'une polarité CDI – FPE interne au salariat
- Ne constitue pas une partition : CDD à temps partiel, quid de l'intérimaire (ou de l'apprenti) en CDI ?

La CISP (ou ISCE)

- Classification Internationale selon la « Situation dans la Profession » (Status in Employment)

- Norme du BIT, suivie par Eurostat

- Version actuelle : CISP_93

Salariés

Employeurs

Personnes travaillant pour leur propre compte

Membres des coopératives de producteurs

Travailleurs familiaux

- Une refonte en cours : deux axes majeurs

- Assouplir la dichotomie indépendants/salariés

- Salariés : créer une catégorie spécifique pour les emplois les plus précaires

Casual work : une catégorie statistique ?

- Casual work : un emploi sur cinq en Australie
 - Zero hour contract au RU : aucun engagement de l'employeur
 - Pays-Bas : acquisition de droits; la relation reste salariale
- Critère quantitatif (durée) ou juridique ?
 - Hésitation dans les discussions en cours au BIT ?
 - Symptomatique : traduction par « travail occasionnel »
 - Eurofound distingue 2 types de CW
 - Travail intermittent : en France, le CDD d'usage
 - Travail à la demande : ambigu, relève plus des modalités d'organisation du temps de travail
- Equivalent français : CDD d'usage ?
 - Expertiser récurrence en CDD, y.c. hors CDDU

Proposition d'une cartographie

- 3 dimensions caractérisent la forme d'emploi (principal)
 - Autonomie
 - Tierce partie
 - Engagement de l'employeur (contrat)
- La 4ème dimension caractérise la situation de la personne en emploi (tous emplois)

Indépendants : en France

Les sources

- Administratives : logique risque (droit social)
 - Bases « Non-salariés » (Insee, alimenté par l'Acoss et la MSA)
 - Dads (pour la détermination du statut principal)
- Enquêtes
 - Enquête emploi : logique autonomie, au sens de la PCS
 - SINE

	Insee Référence Emploi et Salaires (sources administratives, au 31/12)	Photographie du marché du travail (enquête emploi, moyenne annuelle)
Non-salariés	2 572	2 894
Salariés	23 841	22 869
Total	26 413	25 764

France métropole, 2013 (chiffres provisoires dans l'IR)

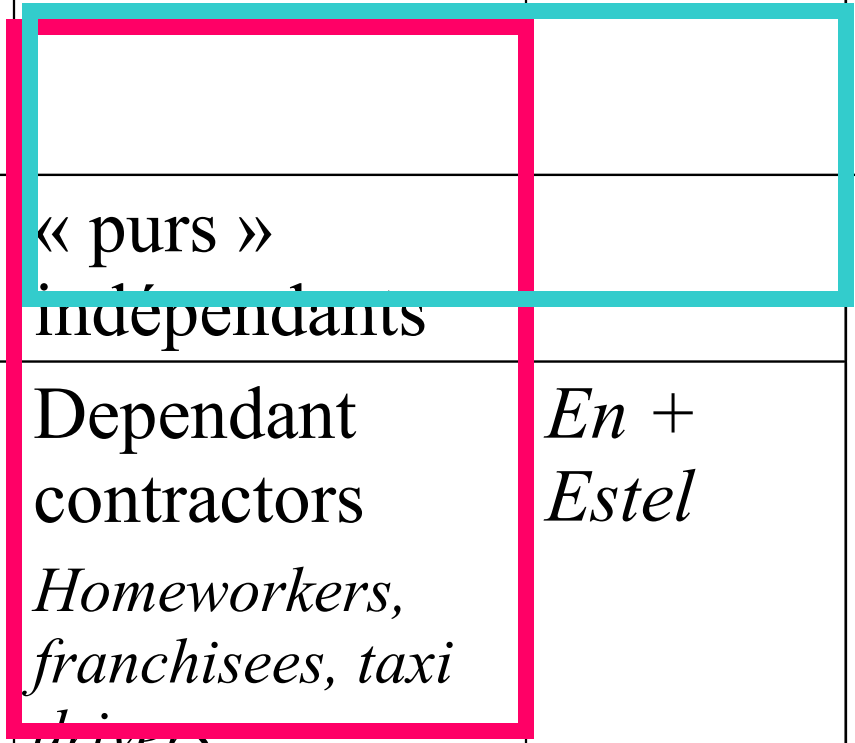
Indépendants : double approche du BIT

Cat Jur



Enq
uête →

risque Autorité	Self-employed = entrepreneurs individuels (EI)	In-paid employment		
		Dirigeants société	Non dirigeants	
		Propriétaires	Non	
Indépendant	« purs » indépendants	En		
Dépendant	Dependant contractors <i>Homeworkers, franchisees, taxi drivers...</i>	<i>En + Estel</i>	+ eec	« purs » salariés



Indépendants : enjeux et propositions

- Le contour

2	Clarifier les usages des termes « indépendant » et « non-salarié »	CT
2	Se conformer aux normes internationales en séparant salariés et indépendants sur la base de la catégorie juridique de l'entreprise	CT

- Quel proxy pour « précaire » parmi les indép. ?

Non-employeurs (OCDE), « dependant contractors » (BIT), les indépendants économiquement dépendants (Eurostat), auto-entrepreneurs ?

2	Faire des auto-entrepreneurs une sous-catégorie des entrepreneurs individuels	CT
2	Introduire, après expertise des résultats, des questions du module ad hoc 2017 dans l'eec	MT
2	Refondre le questionnement sur les indépendants dans l'enquête emploi en continu (eec)	MT

Un domaine méconnu : les formes d'emploi avec tiers

	Bilatéral pur	Bilatéral Tiers non payeur	Relation ambiguë	Trilatéral avec tiers en service	Trilatéral pur
Salarié	X	Stage rémunéré. PE mandataire, apprentis 400	S/T régie 500 ?	GE, 30 associations intermédiaires	Intérim OSP 500 400
Sal non dép.	Dirigeant salarié ?			Portage salarial CAE 30	
Indép dépend.		Franchisé, gérant mandataire, coworking 150 ?		Plate-forme < 50 ?	
Indépendant	X			Plate-forme	

Tierce partie : propositions

1	Développer un questionnaire plus complet sur les relations de tiers	LT
2	Introduire dans l'ec une question sur le lieu de travail pour repérer les relations de tiers (après expertise des écarts entre sources actuelles)	MT
2	Disposer de données sur « être mis à disposition d'une autre entreprise »	MT
2	Séparer la question sur le contrat de la question sur le tiers pour identifier les nouvelles formes : apprentissage en CDI, intérim en CDI	MT
2	Comptabiliser, en plus de l'intérim, les salariés des organismes de services à la personne comme forme de relation trilatérale pure	CT

Prendre en compte l'ensemble des revenus de la personne en emploi

- Une dimension capitale
- Mais une situation pas encore mûre

Exemple : comment articuler mesure en stock des formes d'emploi et statistiques sur l'activité réduite ?

1	Développer l'analyse du lien entre formes d'emploi et système de protection sociale	LT
2	Diffuser la part des différentes formes d'emploi dans les quintiles de revenu	MT
2	Revoir la cohérence entre les différentes mesures de la multi-activité	MT
2	Pour mieux appréhender les deux concepts de multi-activité, multi-employeur, supprimer le filtre de la question sur le nombre d'employeurs dans l'ec	TCT

Améliorer la connaissance des transitions et des trajectoires

2	Diffuser un taux de maintien en emploi par forme d'emploi	CT
1	Expertiser les transitions entre formes d'emploi et en déduire des indicateurs	MT
2	Diffuser des taux de transition à un an à partir de l'eec, à trois ans à partir de l'enquête conditions de vie (SRCV)	MT
2	Réaliser des études sur les trajectoires à partir de l'échantillon démographique permanent, complété par le panel non-salarié	MT
1	Établir un calendrier pour la mise en œuvre du panel non-salarié	CT
2	Profiter de l'amélioration attendue de la DSN sur la connaissance du contrat pour réaliser des études de trajectoire du revenu salarial	MT

Assurer une meilleure cohérence de la diffusion sur les formes d'emploi

- Diffusion actuelle : la variable STATUT

STATUT

Statut détaillé mis en cohérence avec la profession

Vide	Sans objet (personnes non actives occupées)
11	Indépendants
12	Employeurs
13	Aides familiaux
21	Intérimaires
22	Apprentis
33	CDD (hors Etat, coll.loc.), hors contrats aides
34	Stagiaires et contrats aides (hors Etat, coll.loc.)
35	Autres contrats (hors Etat, coll.loc.)
43	CDD (Etat, coll.loc.), hors contrats aides
44	Stagiaires et contrats aides (Etat, coll.loc.)
45	Autres contrats (Etat, coll.loc.)
99	Non renseigné

Profession -> éloignement CISP

Indépendants = non-employeurs

CDI : par défaut

Proposition : typologie de diffusion

	Formes d'emploi		Modalités d'exercice		Sans double compte	
CDD	2 357	8,9			2 357	8,9
Intérim	581	2,2			581	2,2
Apprentissage	349	1,3			349	1,3
Autres sans CDI	345	1,3			345	1,3
Aides familiaux	101	0,4			101	0,4
Auto entrepreneurs	543	2,1			543	2,1
<i>Sous-total : FPE</i>	4 276	16,2			4 276	16,2
Sous emploi			1 973	7,5	1 145	4,3
Temps partiel Subi			2 047	7,8	389	1,5
Multiactivité			1 473	5,6	828	3,1
Activité occasionnelle				Nr*	79	0,3
Contrats aidés			345	1,3	39	0,1
<i>Sous-total ; non FPE à modalités d'exercice particulières</i>					2 480	9,4
Non-salariés en société	1 197	4,5			1 099	4,2
Autres non-salariés à leur compte	1 245	4,7			1 040	3,9
Titulaires FP (y.c élèves)	4 131	15,7			3 849	14,6
CDI (y.c. contractuels FP)	15 519	58,9			13 626	51,7
Total	26 369	100			26 369	100

Champ : France Entière, emploi moyen en 2014

Diffusion : propositions

1	Revoir la typologie de diffusion des formes d'emploi	CT
2	Clarifier les usages des termes « indépendant » et « non-salarié »	CT
2	Se conformer aux normes internationales en séparant salariés et indépendants sur la base de la catégorie juridique	CT
2	Ne plus faire du CDI une catégorie par défaut	CT
1	Assurer une meilleure articulation entre sources administratives et enquêtes	MT
1/2	Éviter la perte définitive de l'information de détail sur les modalités d'activité et les motifs de recours au CDD dans les dads, pour assurer la continuité avec la DSN	CT
2	Accentuer la vigilance lors de l'évolution des questionnaires pour éviter les ruptures de séries sur les variables permettant de connaître les formes d'emploi	

Prendre en compte le caractère contraint ou non de la situation d'emploi

2	Diffuser davantage les raisons du temps partiel, le caractère choisi d'un contrat temporaire	CT
2	Disposer de données sur le caractère choisi des statuts d'indépendant et de salarié	MT
2	Isoler les étudiants et les retraités dans la diffusion sur les formes d'emploi	CT
2	Développer des indicateurs complémentaires au sous-emploi	CT
2	Produire des indicateurs portant sur l'ensemble de ceux au moins une fois en emploi dans l'année (PEA)	CT

Taux de sous-emploi BIT : 7%

Taux de « sous-emploi élargi » rapporté aux PEA : 23%

Rappel des propositions prioritaires

Durée des CDD en jours dans l'enquête emploi	CT
CDD d'usage : une catégorie distinguée des autres CDD	
Typologie de diffusion des formes d'emploi	
Calendrier pour la mise en œuvre du panel non-salarié	
Indicateurs sur les transitions entre formes d'emploi	MT
Revenu et trajectoire des indépendants	
Articulation entre sources administratives et enquêtes	
Nombre de stagiaires	
Lien entre formes d'emploi et système de protection sociale	LT
Questionnement plus complet sur les relations de tiers	